

Lucien Bouchard était-il coincé entre les orphelins de Duplessis et les sœurs ?

Lorsqu'il était avocat à Chicoutimi à la fin des années 60, le premier ministre Lucien Bouchard comptait parmi ses principaux clients l'une des sept congrégations religieuses visées par le dossier des « orphelins de Duplessis ».



LAURENT

SOU MIS

Ses relations avec les communautés étaient à ce point privilégiées que le Parti québécois fit appel à ses services durant la

campagne de 1976 pour organiser des *meetings* dans les congrégations de la région.

Ces révélations sont contenues dans l'autobiographie du premier ministre publiée en 1992 sous le titre *À visage découvert*.

Ainsi y apprend-on qu'en 1968-1969, M. Bouchard négocia pour le compte des Petites Franciscaines de Marie la location de l'orphelinat local à la future Université du Québec à Chicoutimi qui, soit dit en passant, occupe encore une partie de l'édifice.

Le PM n'a jamais caché la place de la religion et du clergé dans sa famille

Dans ses mémoires, Lucien Bouchard ne cache pas la place fondamentale occupée dans sa jeunesse par la religion et l'Église, comme c'était le cas d'ailleurs pour la plupart de ses contemporains.

LAURENT SOUMIS

Dans sa préface, M. Bouchard invite d'ailleurs le lecteur à comprendre son chemin à travers « les personnages et les événements » qui ont marqué sa vie.

« La religion n'était jamais loin de l'éducation dans notre famille, écrivait-il. On envoyait aux études ceux qu'on destinait à la vie religieuse. »

chez les Antoniennes de Marie.

Dans son autobiographie, le futur premier ministre relate de nombreuses anecdotes qui témoignent de l'importance de la religion et de l'Église dans sa famille.

Il souligne aussi à larges traits l'apport des communautés, et plus particulièrement des religieux, au développement de la société québécoise.

« Des milliers de religieux nous ont

Cette congrégation, qui a exploité l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne, à Baie-Saint-Paul, compte parmi « le groupe des sept » visé par les dénonciations des « orphelins de Duplessis ».

À l'époque, le futur premier ministre devait régler du même coup la vente au ministère des Affaires sociales de l'hôpital de Chicoutimi, propriété des Chanoinesses hospitalières, et la cession du séminaire de Chicoutimi, transformé en cégep, au ministère de l'Éducation.

« Je devais représenter les vendeurs et mener les trois dossiers en parallèle », confirme M. Bouchard dans son autobiographie.

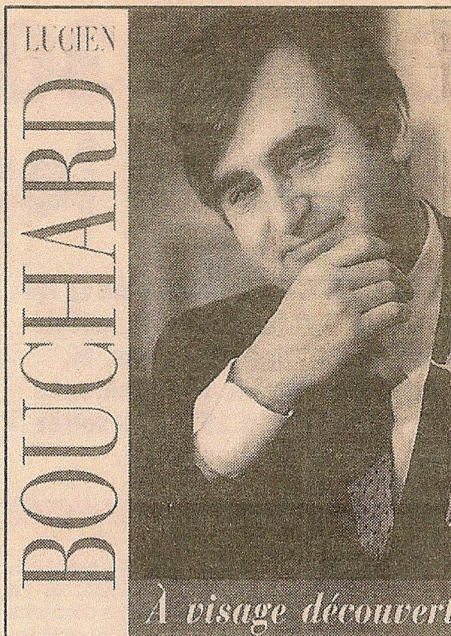
« Pour la première fois, raconte-t-il, j'eus à traiter avec des fonctionnaires. Ils ne voulaient payer que le vil prix. Après de multiples péripéties qui me firent traverser le parc des Laurentides plus d'une centaine de fois, les trois dossiers se terminèrent par des transactions équitables. »

Respect et confiance

La conclusion de ces affaires, qualifiées « d'ouvertures » par M. Bouchard, lui valut le respect et la confiance des communautés.

À sa demande, elles acceptèrent d'ailleurs de recevoir en 1976 son ami, candidat du PQ et futur ministre, M^e Marc-André Bédard.

« L'organisation me demanda de le présenter aux congrégations religieuses, relate M. Bouchard. Il se trouvait que je comptais parmi mes clientes les Chanoinesses hospitalières, les sœurs du Bon Conseil, celles du Bon Pasteur, les Petites Franciscaines de Marie, les Sœurs du Saint-Sacrement et les Ursulines, sans oublier les autorités du diocèse et de nombreuses fabriques. J'emmenai donc Marc-André dans plusieurs communautés, où tout se passa bien. »



À visage découvert

DANS SON AUTOBIOGRAPHIE écrite à l'époque où il dirigeait le Bloc québécois, Lucien Bouchard confirme ses relations d'affaires passées avec de nombreuses communautés religieuses, dont les Petites Franciscaines de Marie.

sans indemnité directe aux victimes, et rejeté toute idée d'enquête publique.

« Nous savons bien que de façon générale, les orphelins de l'époque ont été bien traités (et) ont bénéficié d'un grand dévouement de la part des institutions religieuses », a-t-il déclaré.

Pas de commentaire

Prévenu de la publication de notre reportage, le premier ministre Lucien Bouchard a refusé hier de commenter.

LAURENT SOUMIS

« Je trouve votre approche assez mesquine », a déclaré son chef de cabinet, M. Hubert Thibault, bien que le *Journal* ait voulu obtenir le point de vue du premier mi-